

Le fiasco de la gare n'est que la pointe de l'iceberg

L'invité

**François
Pointet**

Conseiller national
Vert/libéral



Les retards répétés du chantier de la gare de Lausanne sont évidemment catastrophiques pour le développement du rail en Suisse romande. Nous pouvons nous pencher brièvement sur les raisons qui nous amènent à cet immobilisme.

Premièrement, les autorités vaudoises ont dormi dans les années 1980, alors que la région zurichoise, elle, faisait le pari du train et du transport urbain. Nous payons encore le prix de cette léthargie. Il faut maintenant penser à l'avenir et corriger le tir au plus vite en s'occupant enfin sérieusement du développement ferroviaire sur l'arc lémanique. Cela passe par le déblocage rapide du chantier lausannois.

Deuxièmement, le manque de vitesse entre Genève et Berne nous promet des ruptures de correspondance qui vont réduire l'offre et isoler encore plus une partie de la Suisse romande. Il ne sera plus possible d'aller de Genève à Zurich sans changer de train! Bonjour la vision d'avenir! Ce ne sont pas uniquement des raisons techniques qui sont en cause, mais c'est surtout le manque de volonté politique du Conseil fédéral, qui considère peu ou prou que tout est fait en matière de vitesse vu que la ligne Berne-Zurich est rapide. Notre parlement doit forcer le Conseil fédéral à s'occuper de la Suisse entière et à

plancher sur le développement de la croix fédérale du rail.

Troisièmement, à l'heure des objectifs climatiques, il est urgent de s'occuper du développement des trains de nuit et des trains à grande vitesse. Nous nous devons d'offrir des alternatives crédibles au transport aérien. De tels développements ne peuvent avoir lieu qu'en collaboration avec nos voisins européens, et ici aussi, hélas, les nuages sont nombreux. Faute de courage et de vision du Conseil fédéral, nos relations avec l'Union européenne sont au point mort et c'est aussi le cas avec l'Agence de l'Union européenne pour les chemins de fer (ERA), avec des conséquences désastreuses.

En clair, c'est la fin des certifications reconnues avec l'UE (hausse assurée des coûts) et l'arrivée de difficultés transfrontalières pour le trafic régional et international. Nous risquons de devenir, dès 2024, une île ferroviaire. Voici une nouvelle preuve que l'échec des accords-cadres provoque une érosion lente mais significative de nos relations avec nos voisins et partenaires.

Le chantier de la gare de Lausanne n'est que l'illustration de lacunes techniques et d'un manque de vision politique, d'ambition et de compréhension des enjeux qui dépassent largement notre canton. Nous devons être reliés au réseau interopérable européen et cela ne passera que par des relations solides avec l'Union européenne. Comme celui des banques, le secteur ferroviaire n'est pas déconnecté du reste du monde, n'en déplaise à ceux qui vantent l'excellence helvétique, tout en voulant nous couper de relations bénéfiques avec nos voisins.